



Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

S/23906  
12 mai 1992

ORIGINAL : FRANCAIS

LETTRE DATEE DU 12 MAI 1992, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL  
DE SECURITE PAR LES REPRESENTANTS PERMANENTS DE LA BELGIQUE,  
DE LA FRANCE ET DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE  
DU NORD AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Nous avons l'honneur de porter à votre attention le texte, en français et en anglais, d'une déclaration sur la Bosnie-Herzégovine, adoptée par la Communauté européenne et ses Etats membres à Bruxelles le 11 mai 1992.

Nous vous serions obligés de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de la  
Belgique auprès de l'Organisation  
des Nations Unies

(Signé) Paul NOTERDAEME

Le Représentant permanent de la  
France auprès de l'Organisation  
des Nations Unies

(Signé) Jean-Bernard P. H. P. MERIMEE

Le Représentant permanent du Royaume-Uni  
auprès de l'Organisation des Nations Unies

(Signé) Sir David HANNAY

120592

Annexe

[Original : français/anglais]

DECLARATION SUR LA BOSNIE-HERZEGOVINE

La Communauté et ses Etats membres, suivant avec une grande préoccupation la situation en Bosnie-Herzégovine, réitérent qu'une solution politique ne pourra être fondée que sur les principes établis lors des pourparlers constitutionnels entre les Serbes, les Croates et les musulmans, sous l'égide de la Conférence de paix.

Toutefois, la détérioration persistante de la sécurité rend de plus en plus incertaine la possibilité de progrès dans ces pourparlers et jette un doute sur la viabilité de tout accord susceptible d'être atteint dans ceux-ci.

Bien que toutes les parties aient contribué, chacune à sa manière, à la situation actuelle, la plus grande partie du blâme retombe, de loin, à la fois directement et indirectement, par leur soutien aux forces irrégulières serbes, sur l'armée nationale (JNA) et les autorités à Belgrade qui exercent le contrôle sur l'armée. Les meurtres et l'expulsion des populations à Bijeljina, Zvornik, Foca et dans d'autres villes et villages, le siège et le bombardement systématique de Sarajevo, l'occupation de l'aéroport de Sarajevo empêchant même le passage en sécurité de l'assistance humanitaire du CICR, sont des actions appelant à une condamnation universelle.

La Communauté et ses Etats membres exigent :

- Le retrait complet de l'armée nationale (JNA) et de ses armements du territoire de la Bosnie-Herzégovine ou la dissolution de ces forces et la mise sous surveillance internationale effective de ses armements;
- La réouverture de l'aéroport de Sarajevo dans des conditions de sécurité, permettant la distribution de l'aide humanitaire requise d'urgence.

La Communauté et ses Etats membres demandent également aux autorités à Belgrade de s'engager à :

- Respecter l'intégrité de toutes les frontières de toutes les républiques;
- Respecter les droits des minorités et des groupes nationaux ou ethniques, y compris le Kosovo et la Voïvodine, en conformité avec le projet de convention de lord Carrington;
- Promouvoir la conclusion d'un accord sur un statut spécial pour la Krajina, assurant le respect de l'intégrité territoriale de la Croatie;
- Coopérer pleinement avec toutes les parties à la Conférence afin de résoudre la question de la succession d'Etat.

/...

La Communauté et ses Etats membres ont par ailleurs décidé de :

- Rappeler en consultation leurs ambassadeurs à Belgrade;
- Solliciter la suspension de la délégation de la Yougoslavie à la CSCE dans les affaires actuelles; la situation sera revue le 29 juin;
- Poursuivre davantage, au cas où la situation demeurerait inchangée, l'isolation de la délégation yougoslave dans les enceintes internationales, gardant à l'esprit, en particulier, la toute proche réunion ministérielle OCDE;
- Demander à la Commission d'examiner les modalités de possibles sanctions économiques.

La Communauté et ses Etats membres demandent au Gouvernement de la Bosnie-Herzégovine de coopérer pleinement au retrait ordonné de l'armée nationale (JNA). Ce retrait devra s'accompagner d'une démobilisation progressive des forces de défense territoriales. Ils demandent instamment au Gouvernement de la Croatie de faire tout ce qui est en son pouvoir pour éviter, dans le territoire de la Bosnie-Herzégovine, une incursion des forces militaires et paramilitaires ainsi que le trafic d'armements.

La Communauté et ses Etats membres suivront la situation de près, en particulier en ce qui concerne les exigences formulées à l'égard des autorités à Belgrade. Le non-respect de ce qui précède sera pris en considération dans l'évaluation de la question de la reconnaissance de la nouvelle entité fédérale sur laquelle les avis de lord Carrington et de la Commission d'arbitrage ont été demandés.

-----